

Affaires Houlette, Sarkozy, Kohler : ce qu'il faut changer à la Justice



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 01 juillet 2020

Source [Boulevard Voltaire] Cela fait des années que l'on nous bassine avec l'indépendance de la [Justice](#). Et plus ça va, plus les scandales s'accumulent. Cherchez l'erreur...

L'affaire Fillon démontre que l'on ne coupera jamais le téléphone ni la langue des uns et les oreilles des autres pour permettre à la volonté d'asservir de s'exercer. Les hommes sont les hommes.

Les dernières révélations de l'affaire Alexis Kohler témoignent d'un dévoiement moral à la tête de l'État. Macron ne vaut pas mieux que son prédécesseur.

L'examen des fadettes de nombre d'avocats illustre le mépris dans lequel sont tenus la Justice et ses auxiliaires. Ce triple scandale révèle que la Justice est définitivement tombée de son piédestal, et avec elle l'État. Toute la logorrhée réglementariste sur l'organisation de l'indépendance cache mal la perte du sens de la chose publique chez nos hommes politiques : « se servir » au lieu de « servir ». Le besoin formel de garantir l'indépendance est le corollaire de la décadence morale des hommes de pouvoir.

La justice est due par l'État. Dès lors, M. de la Palisse en aurait conclu que l'État doit faire en sorte qu'elle soit rendue. L'indépendance structurelle est impossible. Montesquieu nous a fourvoyés. L'État est comptable de la justice.

Afin de bien comprendre le scandale que constitue l'intervention du Président dans le dossier d'Alexis Kohler, il suffit de comparer Emmanuel Macron à Saint Louis. Saint Louis, roi de France, rendait la justice en dernier recours, sous son chêne, à Vincennes. Et il la rendait bien. Or, plutôt que de rendre la justice, notre Président intervient sournoisement dans le déroulement d'une enquête afin de se servir de la Justice. Emmanuel Macron fait exactement l'inverse de son illustre prédécesseur ! De la même manière que François Hollande intervint directement ou indirectement dans le déroulement de l'enquête concernant François Fillon.

Toutes les réformes de l'institution judiciaire n'y changeront rien. Si les hommes ont perdu le sens moral, aucune loi ne les rendra meilleurs ou moins mauvais...

Pire si, véritablement, nous devons aboutir à l'instauration d'un pouvoir judiciaire totalement et réellement indépendant : on serait, alors, confronté au gouvernement des juges. Des juges qui n'auraient de comptes à rendre à personne ou bien à une autre structure étatique elle-même dépendante ou indépendante. Insoluble et sans fin, comme l'histoire de l'œuf et de la poule. Et inacceptable au regard du fait, souligné plus haut, que l'État est comptable de ce que la justice soit rendue et bien rendue. Il n'y a, dès lors, rien d'étonnant de voir que le même pouvoir place les avocats sous surveillance, eux qui sont le « poil à gratter » de notre système.

Notre problème, ce sont les hommes. Ces insupportables immixtions devraient être sanctionnées par une justice politique immanente à l'encontre de ceux qui sont pris « la main dans le sac » ! Nous crevons des règles écrites et des procédures. N'en rajoutons plus. Ne nous voilons plus la face. Les règles sont faites pour être contournées.

Le problème est que nous n'avons plus d'État ni d'hommes d'État. Nous ne savons plus ce que c'est que la

justice. Elle exige une adhésion morale de tous ses acteurs, de haut en bas. La seule réponse à ces scandales est : ça ne se fait pas ! Un point, c'est tout. C'est indécent ! Insupportable ! Emmanuel Macron ne devrait plus pouvoir se montrer en public ni avoir la moindre légitimité. Le procureur général qui a couvert l'atteinte au secret professionnel des avocats devrait être moralement contraint de démissionner d'office, rouge de confusion et de honte ! Mais pour cela, il faudrait que le corps social ait la force qui résulte de la morale partagée, immanente. Quant aux magistrats, ils ne devraient pas accepter de se soumettre. Car c'est quand même un peu facile de lâcher le morceau comme Mme Houlette et de se donner la posture d'un héros ! Il y a des limites à l'indécence. Morale, vous avez dit morale ?

Nous sommes tombés dans un état de non-civilisation. Il faut en revenir à l'essentiel. Nous avons d'abord besoin d'une réforme morale. C'est tout et c'est beaucoup. Rappelez-vous la réponse de Mère Teresa à un journaliste lui demandant ce qu'il fallait changer dans le monde : « *Toi et moi* » ! Tout est dit.

[Le blog de Bernard Hawadier.](#)